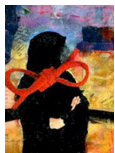


Oulala.net

-- Culture --

Culture



## Face à l'intifada française

Oulala - Reprise d'article.  
vendredi 11 novembre 2005

Par Hicheme Lehmici

Le Quotidien - Oran, le 10 novembre 2005.

« *Première, deuxième, troisième génération, on s'en fout, on est chez nous !!!* ». Ce slogan crié dans les manifestations par les enfants de l'immigration arabe et noire africaine, il va falloir que les gouvernants français l'entendent enfin et se le mettent dans la tête.

Plus de dix jours d'émeutes généralisées sur l'ensemble du territoire ont mis en évidence la faillite du « système français d'assimilation ». Un système tellement discriminatoire, arrogant et intolérant à l'encontre de toute autre manifestation culturelle autre que la sienne, qu'il aura finalement provoqué, par effet boomerang, une terrible explosion de violence que les autorités du pays ne peuvent plus calmer.

Le plus grave dans ces tragiques événements ne tient pourtant pas dans l'ampleur des troubles en eux-mêmes, mais bien dans le spectacle peu reluisant donné par une classe politique française dépassée par les faits et totalement prise au dépourvu. Longtemps incapable d'écouter et de prendre au sérieux les nombreux avertissements et mises en garde antérieurs contre la possibilité d'une grave crise susceptible d'éclater dans les banlieues, l'Etat français est aujourd'hui en train de payer pour ses politiques discriminatoires en direction des enfants français issus de l'immigration arabe et africaine. En effet, pour tous ceux qui connaissaient la situation sociale et humaine catastrophique des banlieues, les émeutes actuelles ne constituent en rien une surprise.

Cumulant des taux de chômage record, un échec scolaire patent, une stigmatisation médiatique insupportable et un niveau de vie largement inférieur à celui de la moyenne du pays, les habitants de ces banlieues pouvaient difficilement continuer à accepter leur condition face au discours d'égalité et de fraternité républicaine prononcé à longueur de journée par une classe politique qui continuait à vivre dans un espace virtuel, loin des réalités sociales lamentables qui font le quotidien de ces quartiers.

### **Aujourd'hui, l'abcès est crevé !**

Les politiques français ne peuvent plus se cacher derrière un discours abstrait et abscons. Les populations déshéritées des banlieues attendent des gestes et des actes politiques forts de la part du gouvernement. Tous attendent qu'enfin de vrais dispositifs de lutte contre les discriminations raciales soient mis en place. Il n'est pas normal que dans un Etat qui ne cesse de donner des leçons au monde entier, des jeunes ultra-diplômés soient confinés à la misère et au chômage du fait de leur appartenance raciale et religieuse. Car, il ne faut pas se méprendre, la discrimination en France est d'autant plus forte pour les Arabes et les Noirs, qu'ils sont diplômés. Les cas où un père immigré analphabète dispose d'une meilleure situation sociale que son fils français sans travail, titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'un doctorat d'Etat, sont légion dans notre chère République française.

Situation ô combien humiliante et terrible à vivre pour des jeunes hommes qui portaient sur eux tous les espoirs de la famille qui s'est souvent sacrifiée pour la réussite des études de leur progéniture. Situation ô combien rageante lorsque des immigrés primo-arrivants venus d'Europe de l'Est, baragouinant tout juste le français, n'éprouvent aucune peine à être embauchés pour occuper les postes à responsabilités qui auraient dû revenir aux diplômés arabes et africains.

Cette réalité, la France ne peut plus la cacher. Les médias du monde entier sont désormais témoins de la misère et du confinement dans lesquels vivent les enfants français issus de l'immigration post-coloniale.

Le constat est sans appel, le système français « d'intégration » n'est pas en panne, il est moribond.

Ce qui devrait surtout le plus alarmer les pouvoirs publics du pays, c'est l'absence d'interlocuteurs ou de médiateurs avec qui discuter d'une sortie de crise. Et pour cause, trois décennies de mépris et de terrorisme sémantique à l'encontre de ceux qui parmi les quartiers déshérités voulaient se faire les porte-voix de leurs congénères, auront empêché l'émergence d'une intelligentsia à même de parler pour tous ces jeunes qui occupent si tristement aujourd'hui les devant de la scène médiatique.

Au lieu de faire la promotion de mouvements instrumentalisés comme SOS-racisme ou « ni pu... ni soumises », les politiques français de droite comme de gauche auraient eu mieux à faire en établissant un dialogue constructif avec de vrais mouvements représentatifs des banlieues comme le MIB [1] dans la région parisienne ou le « Collectif diversité » à Lyon. Hélas, ces mouvements courageux et dynamiques, loin d'être écoutés, ont été royalement ignorés par les institutions locales qui leur refusaient toute subvention et terriblement stigmatisés par des médias haineux qui les ont volontairement assimilés selon la demande à tous les épouvantails possibles de la société française, de communautaristes, d'islamistes radicaux voire même d'activistes gauchistes dangereux.

Aujourd'hui, ce sont ces interlocuteurs qui font défaut à un Premier ministre en recherche désespérée de potentiels médiateurs pour désamorcer la crise. Réunissant quelques groupes de jeunes de cités par-ci ou en allant rencontrer le particulièrement peu aimé parmi les siens, recteur de la mosquée de Paris, Dalil Boubakeur.

Ce dernier d'ailleurs, qui, à la manière d'un vaillant chef cacique de la triste époque coloniale, ne saura dire autre chose que d'appeler à « la paix ». Discours misérable et pitoyable, en dessous de tout ce que pouvait attendre une situation aussi grave que celle que traverse aujourd'hui le pays. Omettant de faire une seule allusion à l'agression des CRS contre la mosquée Bilal de Clichy-sous-Bois, son apparition publique n'aura contribué qu'à accroître le fossé qui existait déjà entre les musulmans français et ceux qui leur ont été imposés comme représentants à travers le CFCM [2] de Sarkozy.

Si ce même CFCM est par ailleurs invité à s'exprimer sur des questions qui ne relèvent pas de son ressort, c'est parce que sur 577 députés siégeant à l'Assemblée nationale, pas un seul n'est musulman ou originaire de l'immigration arabe ou africaine. Pour un pays démocratique où ces minorités représentent plus de 10% de sa population, cette situation est un véritable scandale qui n'a aucun équivalent en Europe. L'Angleterre compte de nombreux députés d'origine indo-pakistanaise ou des Caraïbes tandis que le maire de la deuxième ville du pays est musulman ! En Hollande, près de 10% des députés sont musulmans alors que ces derniers ne représentent qu'à peine plus de 5% de la population. Même en Allemagne, réputée pour son droit du sang et une certaine xénophobie, plusieurs députés d'origine turque siègent au Bundestag. Pour pousser le bouchon encore plus loin, nous pourrions faire une comparaison entre la représentation politique des musulmans en France avec celles des minorités chrétiennes au Moyen-Orient. En Egypte par exemple où les coptes

chrétiens représentent un peu plus de 5% de la population totale, plusieurs députés sont chrétiens tandis que quatre ministres du gouvernement le sont aussi. Les proportions sont à peu près similaires en Syrie. Serait-il inutile de rappeler qu'en Irak, à l'époque du dictateur Saddam Hussein, le numéro deux du régime, Tarek Aziz, était chrétien.

Les dictatures arabes seraient-elles donc plus aptes à accepter la diversité religieuse et ethnique dans leur appareil politique que la France ? La question passera pour bon nombre de Français comme une provocation mal venue. Mais hélas, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Il existerait donc bien une exception française !

Et la France devrait en avoir honte, elle qui ne cesse de s'autoproclamer défenderesse des minorités opprimées dans le monde, que ce soit dans le soutien à peine caché apporté à certains partis extrémistes chrétiens du Moyen-Orient ou aux groupuscules sécessionnistes kabyles en Algérie.

La tâche s'annonce donc immense pour rétablir l'ordre et la confiance entre les « *banlieues basanées de la République* » et le reste du pays. Cela passera inévitablement par un débat général qui portera aussi bien sur la question des discriminations raciales au travail et au logement qu'à la question de la représentation politique des minorités. Une autre question n'échappera pas à ces discussions, celle du concept même d'intégration sur lequel repose le modèle français. L'intégration, qu'il faudrait en réalité nommer assimilation, a clairement montré ses limites dans les émeutes que traversent le pays. A travers l'image de jeunes adolescents cassant pour casser, sans revendications ni identité politique. Le constat est édifiant, la perte chez beaucoup des repères essentiels de la vie en société est de plus en plus courante et précoce.

A force d'avoir voulu éliminer au nom de la République, les particularismes culturels et religieux pendant trois décennies, l'on a fini par créer des hybrides devenus à la fois totalement étrangers à la culture de leurs parents et clairement exclus de la société française censée les « intégrer ». Au final, en plus des handicaps économiques et sociaux, cette politique « d'effacement » a conduit à une perte profonde de personnalité engendrant des êtres très faibles psychologiquement et en butte à une véritable perte de repères et valeurs pourtant essentiels. Le respect du bien d'autrui, du bien public, de l'intégrité des personnes, de l'estime pour soi-même ne font plus partie de l'univers mental de beaucoup. A croire que les banlieues françaises seraient en train de se transformer en nouveau Bronx ou nouveau Harlem.

C'est pour cette raison que la remise en question des mécanismes d'assimilation à la société française devient fondamentale. Incontournable pour comprendre certaines dimensions de cette crise, elle ne doit plus être ignorée au nom des pseudo-argumentations de refus du communitarisme ou tout autre nouveau concept médiatique abstrait visant à se soustraire aux véritables interrogations. Le Français d'origine arabe ou africaine doit se sentir à l'aise dans sa personnalité aux facettes multiples sans avoir à prouver constamment sa fidélité aux valeurs de la République. Une mosquée doit être respectée et faire partie du paysage français comme le serait une église ou une synagogue. La France doit ressembler à sa population et accepter cette diversité qui peut faire sa force, au moment même où le rayonnement de cette dernière se trouve en très net déclin partout dans le monde.

La vraie citoyenneté doit se mesurer au degré d'implication à la vie publique et collective et non à

l'aspect vestimentaire ou à l'appartenance raciale. L'Angleterre, qui est vue par les intellectuels français comme le modèle parfait de « l'enfer communautariste », n'a jamais connu des émeutes raciales d'une violence aussi inouïe. Toutes les composantes religieuses et ethniques de la société participent à la vie politique et sociale du pays, et ce, à tous les échelons. Aux antipodes de ce qui se passe aujourd'hui en France. Il n'est pas rare de croiser à Londres des femmes policières voilées ou employées de banque quand en France des lois liberticides et islamophobes interdisent aux musulmanes portant le voile de suivre une scolarité normale.

La société française est malade, très malade. Malade de son refus d'accepter de vivre avec la différence. Malade de son incapacité édifiante à ne pas reconnaître comme siens les enfants qu'elle a elle-même formés dans l'école de la République. Le passif colonial y est certainement pour quelque chose. La France gère sa politique des banlieues et des minorités non européennes comme elle gérait les peuples qu'elle a colonisés. Loin de se repentir de ce passé violent peu reluisant, l'Assemblée nationale a même adopté une loi faisant l'apologie de la colonisation [3]. On croirait rêver, le bourreau veut devenir héros !!!

Cette loi scandaleuse et négationniste ne fait en réalité qu'exprimer la perception que la France se fait d'elle-même à l'égard des populations non européennes. Une suffisance extrême et l'idée qu'elle peut se déculpabiliser sans complexe de ses crimes passés puisqu'il s'agissait de sauvages à civiliser.

Cela explique peut-être pourquoi les enfants français de l'immigration arabe et africaine, même diplômés et brillants, restent toujours perçus comme des corps étrangers dangereux et potentiellement fomentateurs de complots contre l'unité nationale.

L'histoire est pourtant là pour témoigner, que lors des deux conflits majeurs du siècle passé, les troupes arabes et africaines de l'armée française firent preuve de beaucoup plus de courage et de fidélité au drapeau tricolore que les Français de souche eux-mêmes. Aucun Mohamed ou Mamadou n'étaient à comptabiliser parmi les collaborateurs entre 39 et 45 par exemple. Il fut par contre très loin d'en être de même pour les Nicolas et les Jean-Marie.

*Post-scriptum* : [Le Quotidien-Oran](#)

[1] Mouvement De L'immigration Et Des Banlieues

[2] Conseil Français Du Culte Musulman

[3] Loi Du 23 Février 2005.